



X

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

Séance du 4 août 2023

Département des
**Alpes-de-Haute-
Provence**
-
Arrondissement de
Forcalquier
-
Canton de
Valensole
-
Commune de
Gréoux-les-Bains

L'an deux mille vingt-trois, le quatre août à dix heures, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Gréoux-les-Bains dûment convoqués, se sont réunis sous la présidence de Madame Josette LAUVERGNIAT, Vice-Présidente.

Présents :

Mesdames Danielle CASALE, Noëlle FERAUD, Monique HOURS, Josette LAUVERGNIAT, Joëlle NARD, Anne-Marie PERRON, Nathalie PONCE-GASSIER, Nicole VENTEUX

Nombre de membres

En exercice : 13

Présents : 10

Votants : 11

Messieurs Philippe CERETTA, Jacques FERRAUD. REC. À LA SOUS PRÉFECTURE DE FORCALQUIER

Absents :

Mesdames Amélie LUCAS, Yvette SIAS.

11 AOÛT 2023

Date de convocation

28 juillet 2023

Absents donnant pouvoir :

Monsieur Paul AUDAN à Madame Nicole VENTEUX

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

OBJET : Mise en place de la nomenclature M57 développée à compter du 1^{er} janvier 2024

Il est rappelé aux membres du conseil d'administration qu'en application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel du droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1^{er} janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui aura été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient les Régions, offrant une plus grande marge de Manoeuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte-tenu du contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle induit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de l'application de la M57.

Fixation du mode de gestion des amortissements d'immobilisations en M57 :

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. En effet, conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité pour les communes et les établissements dont la population est supérieure à 3 500 habitants. Toutefois les communes et les établissements dont la population est moindre peuvent déroger à ce principe.

Pour rappel, sont considérées comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement. Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exception, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Dans le cadre la M57, il est proposé de fixer les amortissements pour les catégories de biens suivants et leur durée d'amortissement :

- Comptes 20 et ses déclinaisons :
 - Frais d'étude, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme : 5 ans,
 - Frais d'études : 5 ans,
 - Concessions, droits et licences : 5 ans.
 - Matériel : 5 ans.

Enfin, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cet amortissement est pour sa part calculé au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée dans le patrimoine de la commune.

Ce changement de méthode comptable s'appliquera de manière progressive et ne concernera que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2023, sans retraitement des années antérieures. Ainsi les amortissements qui ont commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Application de la fongibilité des crédits :

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections (article L5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas le Président informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de la plus proche séance.

D'autre part, le passage à la M57 oblige également la collectivité à adopter un règlement budgétaire et financier dès que la collectivité met en place des Autorisations de Programmes (AP) ou des Autorisations d'Engagement (AE).

Vu l'avis favorable en date du 28 juin 2023 de Monsieur Patrick GRUNBERG comptable public de Forcalquier, pour la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2024 de la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée,

Le Conseil d'Administration, l'exposé de la Vice-présidente entendu, et après délibération, à l'unanimité :

ADOpte la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57, pour le budget du C.C.A.S de Gréoux-les-Bains, à compter du 1^{er} janvier 2024,

ADOpte un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} janvier 2024,

VALIDE les catégories de biens amortis et leur durée d'amortissement comme présenté en début de délibération,

AUTORISE Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente à procéder, à compter du 1^{er} janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections,

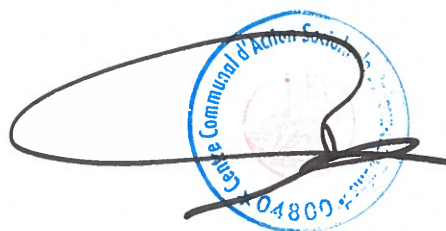
AUTORISE Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente déléguée à signer tout document permettant l'application de cette délibération.

Délibéré à Gréoux-les-Bains,
Le 4 août 2023

Signé,
Le 9 août 2023

Publié sur le site internet de la mairie :
Le **14 AOUT 2023**

Le Président,

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp is blue and contains the text "Commune de Gréoux-les-Bains" around the perimeter and "04809" in the center.

Paul AUDAN

REÇU À LA SOUS-PREFECTURE
DE FORCALQUIER

11 AOUT 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE